

S o m m a i r e

Choses vues

- 2 Mondialisation tout en contraste

Éditorial

- 3 Mega Sunday, vraiment ?

Évangile à la Une

- 4 Mai : Erreurs humaines

Découverte

- 5 Bruno Coppens :
« *L'humour est contre pouvoir* »

À la Une

- 6 « *Une véritable bombe atomique sociale* »
8 La peur au ventre
10 À suivre : des chrétiens engagés

Signe

- 12 Koter chez un senior
14 La Tricoterie réinvente la culture
16 Voisins en fête

Éclairage

- 17 Pour qui ou pour quoi voter ?
• Recherche nouveau souffle, élections s'abstenir
• Corvée des urnes ou responsabilité citoyenne ?

Vu

- 21 Enfants des camps en Syrie

Rencontre

- 24 Dom Eugenio Rixen : « *Pas de vie chrétienne sans engagement* »

Ça se vit

- 27 Une invitation à prier

Eh ben ma foi

- 28 En quelle saison sommes-nous ?
29 Des Églises protestantes minoritaires

Parole

- 30 « *À brebis tondue, Dieu mesure le vent* »

À voir

- 31 Le capitalisme s'expose
32 À lire, à voir, à écouter...
34 Héros ou salauds ?
35 Courrier

Mega Sunday, vraiment ?

Trois élections pour le prix d'une ! On disait la Belgique pays du vote à répétition. Et voilà que, cette fois-ci, on va se rendre dans l'isoloir pour remplir trois bulletins d'un coup, et pour trois niveaux de pouvoir fondamentalement différents : l'Europe, l'État fédéral et la Région. On aurait voulu mieux s'y prendre que cela n'eut pas été possible : les seules autres obligations électorales des Belges sont de choisir leurs conseillers communaux et provinciaux. Mais ils sont, eux, élus pour six ans et non pour cinq, comme à l'Europe et à la Région, ou pour quatre ans, comme à la Chambre.

La superbe aubaine 2014 pourra-t-elle se reproduire par la suite ? Si les prochaines régionales et européennes auront lieu en 2019, les futures communales se tiendront déjà en 2018, année où, normalement, sera également renouvelé le Parlement fédéral. Les politiques imagineront-ils alors jumeler élections fédérales et locales, ou deux déplacements seront-ils imposés à quelques mois d'intervalle, comme le prévoient les lois électorales actuelles ? L'actualité a en tout cas démontré qu'en France, il n'était pas besoin de coupler les scrutins pour que s'exprime un état d'esprit « national » dans une élection locale...

Et puis, la situation n'est-elle pas plus embrouillée cette fois-ci ? En convoquant au même moment l'électeur pour trois types de scrutins différents, comment une autorité politique peut-elle espérer que le Belge ait la clarté d'esprit de dissocier ses choix élection par élection en fonction des enjeux spécifiques et des réponses particulières apportées, au cas par cas, par les différents partis ?

Comme s'il suffisait de répondre au sentiment de ras-le-bol que la démocratie parlementaire inspire à une partie de la population en réduisant le nombre de moments d'élections, les autorités publiques ont cru trouver la solution du « Mega Sunday ». Il permet certes de faire des économies, mais, au lieu d'aider à affiner les choix et à clarifier le débat, il mixe l'ensemble des problèmes dans un grand poto-poto général dont personne ne sortira gagnant. Qui fera un choix rationnel pour les élections européennes, alors qu'aucune campagne ne sera menée et que les partis ne chercheront pas à se distinguer à ce niveau ? Qui réussira à distinguer les options stratégiques des partis d'une part pour l'État fédéral, et de l'autre pour les Régions (et les Communautés) alors que le débat public s'enlise dans les querelles de personnes et les déclarations de principe ? Au moment où ces lignes sont écrites, un seul enjeu général semble faire l'objet de discussions entre les candidats au pouvoir : une « réforme fiscale ». Comme si l'ensemble de la politique future allait être focalisée autour de cette seule question. Évidemment, on la sait « rentable ». Parler de « salaire poche », de « gagner plus » et de « payer moins » à un État que l'on considère trop vorace a toujours fait recette. Certains partis restés à leur goût trop longtemps écartés du pouvoir ont déjà utilisé par le passé ce cheval de bataille pour reconquérir l'électeur. Mais est-ce là la seule préoccupation fondamentale d'une société profondément en crise et qui se cherche un avenir ? Ou ne masque-t-on pas de la sorte une incapacité à agir de manière plus large, en caressant l'électeur dans le sens du portefeuille ?

La démocratie ne se porte pas bien, comme le constate la rubrique « Éclairage » de ce numéro. Pas sûr que le 25 mai lui apportera le coup de fouet nécessaire. À moins que chacun, malgré tout, choisisse d'y mettre du sien...

